

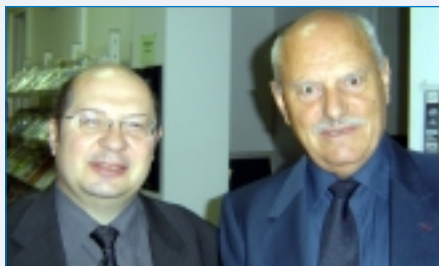
## François Brottes

Député de l'Isère, responsable du groupe socialiste à la Commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale

# La réforme EDF-GDF est trop floue, il y aura un match-retour !

**B** IEN QU'IL AIT QUITTÉ LE JOUR MÊME les bancs de l'Assemblée nationale à deux heures du matin, François Brottes, responsable du groupe socialiste dans le débat sur la réforme d'EDF et de GDF, en cours de discussion, a clairement développé ses arguments pour demander de surseoir au changement de statut de l'opérateur historique. Il l'a fait avec brio et habileté à l'occasion du petit déjeuner du *club Lamennais*, organisé le 17 juin, par le président du *Conseil national des Ingénieurs et des Scientifiques de France*, Noël Clavelloux, et animé par François Gervais, rédacteur en chef de la lettre *Horizons politiques*, sur le thème sensible de « l'évolution des structures françaises dans le domaine énergétique ».

Le député de la 5<sup>e</sup> circonscription de l'Isère n'a pas caché sa préoccupation devant la « désindustrialisation » qui touche, selon lui, notre pays en général, et sa région en particulier, et contre laquelle il entend se battre. Il a dénoncé à cette occasion, le « yoyo politique » conjoncturel qui, selon lui, ne convient pas à l'industrie. « On ne peut pas refaire les lois tous



François Brottes et Noël Clavelloux

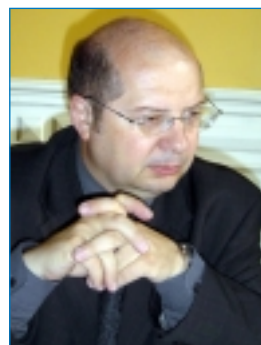
les six mois et donner de la perspective. On a besoin de lisibilité », a-t-il dit, critiquant aussi bien l'annonce de suppression de la taxe professionnelle que les changements de règles du jeu dans le secteur de l'énergie.

« Il faudrait prendre le temps de réfléchir un peu plus, car il y a trop de choses qui ne sont pas stabilisées et qui vont poser problème à très court terme », a ajouté François Brottes. Il a illustré son propos de plusieurs exemples dont celui de l'ouverture

(à hauteur de 50% - 70% ?) du capital d'EDF-GDF, annoncée, puis repoussée dans le temps, par le ministre d'Etat de l'Economie, des Finances et de l'Industrie, Nicolas Sarkozy. Autre argument qui n'a pas laissé les ingénieurs insensibles, François Brottes affirme avoir rencontré beaucoup d'acteurs du privé qui partagent ses interrogations. « Aucun opérateur en France, sur ce marché, ne m'a dit qu'il fallait changer le statut d'EDF-GDF. Certains même pensent le contraire », a-t-il affirmé avant de préciser qu'il ne s'agissait pas d'« un problème droite-gauche ». Bref, pour lui, le secteur de l'énergie exige « plus de stabilité que l'on ne lui en promet ». Voilà qui est dit.

### Un secteur « vital »

Comme on pouvait s'y attendre, le responsable du PS à la Commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale (il a été pendant cinq ans rapporteur du budget des Postes et Télécommunications) a assumé l'ouverture partielle du secteur de l'énergie à la concurrence, décidée conjointement par Lionel Jospin et Jacques Chirac au conseil européen de Barcelone. Mais il a rappelé que l'ancien Premier ministre socialiste avait refusé l'ouverture pour les ménages, et avait assorti cette acceptation de l'engagement très ferme par la Commission de Bruxelles



d'élaborer une directive européenne sur les services publics... que l'on attend toujours, a-t-il reconnu. Car, selon lui, il faudrait une approche « transversale » européenne sur la question des services publics qui concerne, chez nous, aussi bien la Poste que les transports ferroviaires et l'énergie. « Il faut mettre des lignes jaunes à ne pas franchir », a-t-il affirmé en souhaitant que la fourniture de l'électricité aux ménages soit laissée hors du champ de la concurrence, car, a-t-il encore souligné, « l'électricité est un secteur vital ». De même, François Brottes a plaidé pour que les entreprises EDF et GDF gardent chacune une part de la « spécificité » qui leur est attachée. « Si elles ne sont plus les seules à assurer des missions de service public, qu'est-ce qui justifiera demain qu'il y ait autant de gens avec un statut (favorable) tel qu'il est ? Ce sera très vite euro incompatible. Mais si l'on conserve un bout de principe de spécificité pour des missions de production d'énergie ou de distribution, a-t-il ajouté, on pourra toujours défendre auprès de Bruxelles le fait qu'elles soient considérées un peu différemment. » De fait, la pérennité du statut particulier des agents d'EDF et de GDF est loin d'être assurée.

### Pour ne pas inquiéter...

D'autres interrogations ont été soulevées par le député de l'Isère comme l'« hypocrisie totale » qui consisterait, selon lui, à exonérer les collectivités locales d'appliquer le code des marchés publics pour leur consommation d'énergie comme cela est proposé. « Cela ne tient pas cinq minutes, les députés socialistes feront un recours devant le Conseil constitutionnel », a-t-il précisé. Il a reproché à la majorité gouvernementale de chercher uniquement à ne

« pas inquiéter les maires par rapport à la dérégulation du marché. On voit bien que, si l'on veut passer cette réforme dans l'urgence, c'est pour en rester au dogme – le changement de statut. Le reste, on verra après. Mais, le reste, c'est considérable ! », s'est-il exclamé. Au vu de ces imprécisions ou de ces zones d'ombre, François Brottes a conclu qu'il y aura « un match retour ».

### La « quatrième génération » plutôt que l'EPR

Le responsable pour les questions économiques au groupe PS de l'Assemblée nationale a été interrogé sur le refus de ses amis de voter les crédits pour l'EPR. François Brottes a d'abord reconnu que les socialistes avaient « tergiversé », mais qu'ils ont fini par affirmer que « l'industrie nucléaire était indispensable à ce pays et encore pour longtemps ». Ce n'était pas forcément quelque chose qui tombait sous le sens, a-t-il précisé en faisant allusion aux alliances électorales entre PS et Verts. Pour justifier la position des socialistes sur l'EPR, François Brottes a estimé qu'il fallait mieux travailler sur « la quatrième génération » que sur « l'EPR ». Laissant entendre que la durée de vie des centrales actuelles pourrait être prolongée, car « cette durée est plus liée à la productivité qu'à l'aspect technique », le responsable du PS à la Commission des affaires économiques a constaté, pour le regretter, que l'argent que l'on va mettre dans l'EPR, ne pourra pas être consacré à « la quatrième génération » de nos centrales nucléaires ni aux énergies renouvelables.

### Pas de « troisième tour » social

Interrogé enfin sur les coupures de courant « sauvages » de la CGT, condamnées par la CFDT, le député socialiste de l'Isère a répondu : « Je comprends ces attitudes qui sont des débordements. A la provocation, on répond par la provocation. Ce n'est pas une bonne façon de gérer un pays de part et d'autre. Je pense qu'effectivement l'action syndicale ne doit pas être cela, mais on peut cependant comprendre. » A propos d'un éventuel « troisième tour » social, François Brottes a estimé que cette hypothèse avait largement ses limites d'autant plus que, selon lui, ce sont toujours les mêmes qui trinquent : « Ceux qui mènent le combat et ne sont pas payés à la fin du mois, ou ceux qui sont pris en otages comme on dit. »

Enfin, le député « fabiusien » de l'Isère a ironisé sur le sort de Jean-Pierre Raffarin à Mâtignon – « Plus il reste, meilleur c'est pour nous » –, et du chef de l'Etat : « Le président de la République a déjà une expérience de la dissolution, il a le droit d'y recourir à nouveau ! » Un peu d'humour sur un sujet aussi sérieux ne fait pas de mal.